

c) la liste des personnes expulsées du local de vote »;

10° une boîte, une enveloppe ou un sachet scellable ayant un contenu minimal de 15 dm³ et portant les mentions « bulletins de vote », le nom du bureau de vote et « à sceller »;

11° une enveloppe portant la mention « carte d'urgence et codes pour le rescanning » et le nom du bureau de vote.

Art. 8. Le collège des bourgmestre et échevins transmet à chaque bureau de vote de sa commune :

1° deux exemplaires actualisés des listes de contrôle;

2° le formulaire A50, à savoir la liste des électeurs qui n'étaient pas repris sur les listes de contrôle, mais qui ont bien voté;

3° le formulaire A49, à savoir la liste des électeurs qui étaient repris sur la liste de contrôle, mais qui n'ont pas voté, la liste des candidats assesseurs qui étaient absents ou arrivaient trop tard sans motif légitime d'empêchement, et la liste des personnes expulsées du local de vote;

4° le formulaire Ae44, à savoir le formulaire de demande du paiement des jetons de présence, repris en annexe 2, jointe au présent arrêté;

5° les instructions pour le président en vue de la mise en service des appareils, telles qu'établies par l'administrateur général de l'« Agentschap voor Binnenlands Bestuur » (Agence de l'Administration intérieure).

Art. 9. Le collège des bourgmestre et échevins met le matériel de bureau nécessaire à disposition des bureaux de vote. Ce matériel comprend au moins du matériel d'écriture, du papier, des cordes, une paire de ciseaux, du scotch, du matériel d'apposition de scellés, des tampons encreurs, de l'encre identique et des matériaux d'emballage appropriés.

Bruxelles, le 6 juillet 2012.

Le Ministre flamand de la Gouvernance publique, de l'Administration intérieure,
de l'Intégration civique, du Tourisme et de la Périphérie flamande de Bruxelles,
G. BOURGEOIS

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2012 — 2132

[2012/204119]

5 JUILLET 2012. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif aux interventions financières de la Région wallonne lors des journées d'immersion organisées dans le cadre des formations linguistiques

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, l'article 87, § 3, remplacé par la loi spéciale du 8 août 1988;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 10 janvier 2012;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 25 janvier 2012;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 29 mars 2012;

Vu le protocole n° 571 du Comité de secteur XVI, établi le 20 avril 2012;

Vu l'avis n° 51.395/2 du Conseil d'Etat, donné le 11 juin 2012, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre de la Fonction publique;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Les indemnités prévues au présent arrêté peuvent uniquement être octroyées aux formateurs, animateurs et participants aux journées d'immersion organisées dans le cadre des formations linguistiques dispensées par la Direction de la Formation du Service public de Wallonie.

Art. 2. Pour le voyage préparatoire des formateurs et des animateurs, la Région wallonne intervient financièrement, sur la base des documents justificatifs originaux, et à concurrence de 67,30 euros maximum, dans le remboursement :

- a) des frais de déplacement pour se rendre dans le pays ou la région visitée;
- b) des frais de déplacement sur place;
- c) des frais de rémunération du guide éventuel;
- d) des prix d'entrée aux musées éventuels;
- e) des frais de parking.

Chacun des postes ci-dessus est pris en compte successivement et ce, jusqu'à épuisement éventuel des 67,30 euros.

Art. 3. Pour le voyage d'immersion d'un jour des formateurs et des animateurs, la Région wallonne intervient financièrement, sur la base des documents justificatifs originaux, dans le remboursement :

- a) des frais de déplacement pour se rendre dans le pays ou la région visitée;
- b) des frais de déplacements sur place;
- c) des frais de rémunération du guide éventuel;
- d) des prix d'entrée aux musées éventuels;
- e) des frais de parking.

Art. 4. Pour le voyage d'immersion de plusieurs jours des formateurs et des animateurs, outre l'intervention prévue à l'article 3, la Région wallonne octroie une indemnité forfaitaire de 134,60 euros par nuitée, destinée à couvrir les autres frais engagés par les intéressés.

Art. 5. La Région wallonne octroie, aux formateurs et aux animateurs, lors des voyages de plus d'un jour, une indemnité forfaitaire pour le dernier jour du voyage équivalant à 33,65 euros ou 67,30 euros selon que le retour a lieu avant ou après 13 heures.

Art. 6. Le cumul des indemnités prévues aux articles 4 et 5 est de maximum 336,50 euros.

Art. 7. La Région wallonne intervient financièrement pour chaque participant à une ou plusieurs journées d'immersion, sur la base des documents justificatifs originaux, et à concurrence de 67,30 euros maximum dans le remboursement :

- a) des frais de déplacement pour se rendre dans le pays ou la région visitée;
- b) des frais de déplacement sur place;
- c) des frais de rémunération du guide éventuel;
- d) des prix d'entrée aux musées éventuels;
- e) des frais de parking.

Art. 8. Les montants visés aux articles 2 à 7 sont liés aux fluctuations de l'indice des prix, conformément aux règles prescrites par la loi du 1^{er} mars 1977 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation du Royaume de certaines dépenses du secteur public, et sont rattachés à l'indice-pivot 138,01 du 1^{er} janvier 1990.

Art. 9. Les déclarations de créance, établies conformément au modèle fixé et accompagnées de toutes les pièces justificatives originales, doivent être introduites auprès de la Direction de la Formation dans les trente jours qui suivent la ou les journées d'immersion.

Art. 10. Pour les frais exposés dans des devises autres que l'euro, le taux de change appliqué est le taux en vigueur au moment de l'achat de ces devises, justificatif à l'appui, ou à défaut, le taux de change appliqué par la Banque centrale européenne au dernier jour du voyage.

Art. 11. Le Ministre de la Fonction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 5 juillet 2012.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,
J.-M. NOLLET

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2012 — 2132

[2012/204119]

5. JULI 2012 — Erlass der Wallonischen Regierung über die finanzielle Beteiligung der Wallonischen Region bei den im Rahmen der Sprachausbildungen organisierten Sprachaufenthalten

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen, insbesondere des durch das Sondergesetz vom 8. August 1988 ersetzten Artikels 87, § 3;

Aufgrund des am 10. Januar 2012 gegebenen Einverständnisses des Ministers für den öffentlichen Dienst;

Aufgrund des am 25. Januar 2012 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 29. März 2012 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des am 20. April 2012 aufgestellten Protokolls Nr. 571 des Sektorenausschusses Nr. XVI;

Aufgrund des am 11. Juni 2012 in Anwendung des Artikels 84, § 1, Absatz 1, 1^o der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens 51.395/2 des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers für den öffentlichen Dienst;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Die im vorliegenden Erlass vorgesehenen Vergütungen können nur den Ausbildern, Animatoren und Teilnehmern an den Sprachaufenthalten, die im Rahmen der durch die Direktion der Ausbildung des öffentlichen Dienstes der Wallonie angebotenen Sprachausbildungen organisiert werden, gewährt werden.

Art. 2 - Für die Vorbereitungsreise der Ausbilder und der Animatoren beteiligt sich die Wallonische Region finanziell auf der Grundlage der Originalbelege und bis zu einem Betrag von maximal 67,30 Euro an der Rückerstattung:

- a) der Fahrtkosten, um sich in das besuchte Land oder in die besuchte Region zu begeben;
- b) der Fahrtkosten vor Ort;
- c) der Kosten für die Entlohnung des ggf. beanspruchten Führers;
- d) der Eintrittspreise von ggf. besuchten Museen;
- e) der Parkgebühren.

Die oben erwähnten Posten werden alle nacheinander berücksichtigt und zwar bis der Gesamtbetrag von 67,30 Euro ggf. erschöpft ist.

Art. 3 - Für den eintägigen Sprachaufenthalt der Ausbilder und der Animatoren beteiligt sich die Wallonische Region finanziell auf der Grundlage der Originalbelege an der Rückerstattung:

- a) der Fahrtkosten, um sich in das besuchte Land oder in die besuchte Region zu begeben;
- b) der Fahrtkosten vor Ort;
- c) der Kosten für die Entlohnung des ggf. beanspruchten Führers;
- d) der Eintrittspreise von ggf. besuchten Museen;
- e) der Parkgebühren.

Art. 4 - Für die mehrtägige Sprachreise der Ausbilder und der Animatoren gewährt die Wallonische Region zusätzlich zu der in Artikel 3 vorgesehenen Beteiligung, eine Pauschalvergütung von 134,60 Euro pro Übernachtung, um die von den Betroffenen eingegangenen sonstigen Ausgaben zu decken.

Art. 5 - Die Wallonische Region gewährt den Ausbildern und den Animatoren bei Reisen, die sich über mehr als einen Tag erstrecken, eine Pauschalvergütung für den letzten Tag der Reise, die 33,65 Euro oder 67,30 Euro entspricht, je nachdem, ob die Rückkehr vor oder nach 13 Uhr erfolgt.

Art. 6 - Die in den Artikeln 4 und 5 vorgesehenen Vergütungen dürfen zusammengezählt nicht mehr als 336,50 Euro betragen.

Art. 7 - Die Wallonische Region beteiligt sich finanziell für jeden Teilnehmer an einem oder an mehreren Tagen der Sprachausbildung auf der Grundlage der Originalbelege und bis zu einem Betrag von maximal 67,30 Euro an der Rückerstattung:

- a) der Fahrtkosten, um sich in das besuchte Land oder in die besuchte Region zu begeben;
- b) der Fahrtkosten vor Ort;
- c) der Kosten für die Entlohnung des ggf. beanspruchten Führers;
- d) der Eintrittspreise von ggf. besuchten Museen;
- e) der Parkgebühren.

Art. 8 - Die in Artikeln 2 bis 7 erwähnten Beträge sind an die Schwankungen des Indexes der Verbraucherpreise gebunden gemäß den Regeln, die durch das Gesetz vom 1. März 1977 zur Regelung der Verbindung gewisser Ausgaben des öffentlichen Sektors mit dem Verbraucherpreisindex des Königreichs vorgeschrieben sind, und werden an den Schwellenindex 138,01 vom 1. Januar 1990 gebunden.

Art. 9 - Die Forderungsanmeldungen, die nach dem festgelegten Muster erstellt und mit den gesamten Originalbelegen versehen sind, müssen innerhalb von 30 Tagen nach dem Tag bzw. den Tagen der Sprachausbildung bei der Direktion der Ausbildung eingereicht werden.

Art. 10 - Für die Ausgaben, die in anderen Währungen als dem Euro getätigt wurden, ist der anwendbare Wechselkurs derjenige, der zum Zeitpunkt des Ankaufs der betreffenden Devisen galt (unter Vorlage von Belegen) oder in Ermangelung von Belegen derjenige, der am letzten Tag der Reise von der Europäischen Zentralbank angewandt wurde.

Art. 11 - Der Minister für den öffentlichen Dienst wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.
Namur, den 5. Juli 2012

Der Minister-Präsident
R. DEMOTTE

Der Minister für nachhaltige Entwicklung und den öffentlichen Dienst
J.-M. NOLLET

—————
VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2012 — 2132

[2012/204119]

5 JULI 2012. — **Besluit van de Waalse Regering betreffende de financiële tegemoetkomingen van het Waalse Gewest tijdens de taalbaden die in het kader van de taalopleidingen worden georganiseerd**

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, artikel 87, § 3, vervangen bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988;

Gelet op de instemming van de Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 10 januari 2012;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 25 januari 2012;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 29 maart 2012;

Gelet op protocol nr. 571 van Sectorcomité XVI, opgesteld op 20 april 2012;

Gelet op het advies van de Raad van State nr. 51.395/2, gegeven op 11 juni 2012, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Ambtenarenzaken;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. De in dit besluit bedoelde vergoedingen mogen uitsluitend worden toegekend aan de opleiders, animatoren en deelnemers aan de taalbaden die in het kader van de taalopleidingen worden georganiseerd en die door de Directie Vorming van de Waalse Overheidsdienst worden verstrekt.

Art. 2. Voor de voorbereidende reis van de opleiders en de animatoren komt het Waals Gewest financieel tussenbeide, op basis van de originele bewijsstukken en ten belope van maximum 67,30 euro, in de terugbetaling van :

- a) de verplaatsingskosten om zich naar het bezochte land of de bezochte regio te begeven;
- b) de verplaatsingskosten ter plaatse;
- c) de bezoldigingskosten van de eventuele gids;
- d) de toegangsprijzen tot de eventuele musea;
- e) de parkeerkosten.

Elk van de bovengenoemde posten wordt achtereenvolgens in aanmerking genomen en dit, tot de 67,30 euro eventueel opgebruikt zijn.

Art. 3. Voor de eendagsreis van de opleiders en de animatoren i.v.m. het taalbad komt het Waals Gewest financieel tussenbeide, op basis van de originele bewijsstukken, in de terugbetaling van :

- a) de verplaatsingskosten om zich naar het bezochte land of de bezochte regio te begeven;
- b) de verplaatsingskosten ter plaatse;
- c) de bezoldigingskosten van de eventuele gids;
- d) de toegangsprijzen tot de eventuele musea;
- e) de parkeerkosten.

Art. 4. Voor de reis van de opleiders en de animatoren i.v.m. het taalbad die meerdere dagen duurt, verleent het Waalse Gewest, behalve de tegemoetkoming bedoeld in artikel 3, een forfaitaire vergoeding van 134,60 euro per nacht die de door de betrokkenen gemaakte andere kosten moet dekken.

Art. 5. Voor de reizen van meer dan één dag verleent het Waalse Gewest aan de opleiders en aan de animatoren, een forfaitaire vergoeding voor de laatste dag van de reis die gelijk is aan 33,65 euro of 67,30 euro naargelang de terugreis vóór of na 13 u. plaatsvindt.

Art. 6. De cumulatie van de vergoedingen bedoeld in de artikelen 4 en 5 bedraagt maximum 336,50 euro.

Art. 7. Voor elke deelnemer aan een taalbad van één of meerdere dagen komt het Waals Gewest financieel tussenbeide, op basis van de originele bewijsstukken en ten belope van maximum 67,30 euro, in de terugbetaling van :

- a) de verplaatsingskosten om zich naar het bezochte land of de bezochte regio te begeven;
- b) de verplaatsingskosten ter plaatse;
- c) de bezoldigingskosten van de eventuele gids;
- d) de toegangsprijzen tot de eventuele musea;
- e) de parkeerkosten.

Art. 8. De bedragen bedoeld in de artikelen 2 tot 7 worden gekoppeld aan de schommelingen van het indexcijfer der consumptieprijzen, overeenkomstig de regels voorgeschreven bij de wet van 1 maart 1977 houdende inrichting van een stelsel waarbij sommige uitgaven in de overheidssector aan het indexcijfer van de consumptieprijzen van het Rijk worden gekoppeld. Ze worden gekoppeld aan de spilindex 138,01 van 1 januari 1990.

Art. 9. De schuldvorderingsaangiften opgemaakt overeenkomstig het vastgelegde model samen met alle originele bewijsstukken moeten bij de Directie Vorming worden ingediend binnen de dertig dagen volgend op een taalbad van één of meerdere dagen.

Art. 10. Voor de kosten die in andere valuta dan de euro worden gemaakt, wordt de wisselkoers toegepast die van kracht is op het ogenblik van de aankoop van de valuta, met bewijsstuk ter staving, of bij gebrek, de wisselkoers toegepast door de Europese Centrale Bank op de laatste dag van de reis.

Art. 11. De Minister van Ambtenarenzaken is belast met de uitvoering van dit besluit.
Namen, 5 juli 2012.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 2012 — 2133

[C – 2012/31553]

12 JULI 2012. — Ordonnantie houdende de aanpassing van de Middelenbegroting van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest voor het begrotingsjaar 2012 (1)

Het Brusselse Hoofdstedelijke Parlement heeft aangenomen en Wij, Executieve, bekrachtigen, het geen volgt :

Artikel 1. Deze ordonnantie regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 39 van de Grondwet.

Art. 2. Voor het begrotingsjaar 2012 :

§ 1. — worden de algemene ontvangsten herhaamd op : 3.168.325.000 euro,

overeenkomstig Opdracht 01 van de bijgevoegde tabel.

§ 2. — worden de specifieke ontvangsten herhaamd op : 162.954.000 euro,

overeenkomstig Opdracht 02 van de bijgevoegde tabel.

Hetzij samen : 3.331.279.000 euro.

Art. 3. Deze ordonnantie treedt in werking op de dag van de stemming door het Parlement.

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 2012 — 2133

[C – 2012/31553]

12 JUILLET 2012. — Ordonnance contenant l'ajustement du budget des Voies et Moyens de la Région de Bruxelles-Capitale pour l'année budgétaire 2012 (1)

Le Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale a adopté et Nous, Exécutif, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. La présente ordonnance règle une matière visée à l'article 39 de la Constitution.

Art. 2. Pour l'année budgétaire 2012 :

§ 1^{er}. — les recettes générales sont réévaluées à : 3.168.325.000 euros,

conformément à la Mission 01 du tableau ci-annexé.

§ 2. — les recettes spécifiques sont réévaluées à : 162.954.000 euros,

conformément à la Mission 02 du tableau ci-annexé.

Soit ensemble : 3.331.279.000 euros.

Art. 3. La présente ordonnance entre en vigueur le jour du vote par le Parlement.